

« Luke, que la force soit avec toi », depuis 1977

Du remous à l'AÉUM

Le Français à la une

Loïc BERNARD

La langue française est une fois de plus la source de nombreuses dissensions qui font trembler les murs de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) ce semestre.

En moins d'un mois, deux coups fumants ont fait brasser la cage de l'AÉUM. En premier lieu, Don McGowan, le Vice-président aux Affaires universitaires, boycotte depuis le 9 janvier dernier les réunions du Conseil de l'AÉUM en soutenant que la décision du Président Chris Carter de modifier la Constitution sans respecter l'article 31.5 est inadmissible. Cet article de la charte stipule que « toutes les modifications à la Constitution et à ses règlements doivent être adoptées dans les deux langues officielles ». Or depuis cinq ans, les règlements, y compris ceux de M. Carter, ont été passés par le Conseil de l'AÉUM en anglais seulement.

Pour remettre les pendules à l'heure, M. McGowan a donc décidé de plaider sa cause auprès du Conseil judiciaire. Ce dernier a jusqu'au vendredi 31 janvier pour répondre à l'appel du Vice-président aux Affaires universitaires. En clair, il est donc possible qu'à partir de la semaine prochaine, tous les amendements ou les changements

apportés à la Constitution et à ses règlements puissent être présentés et adoptés en anglais seulement, sans qu'il y ait obligation de les traduire en français. Mais une décision en ce sens signifierait par le fait même que le Conseil judiciaire peut désormais outrepasser la Constitution dans ses jugements.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire si Don McGowan gagne sa cause,

l'AÉUM devra se faire un devoir de traduire toutes les décisions apportées lors des réunions de leur Conseil. Le hic, c'est que la dernière copie de la version française de la Constitution de l'AÉUM date de mars 1991 et que la bureaucratie *ssmuienne* n'est pas en mesure de démontrer, à moins de faire des recherches intensives, que les changements apportés durant ces cinq

dernières années ont été adoptés conformément aux règles de l'AÉUM.

Par ailleurs, une traductrice a récemment été engagée pour travailler sur ces fameux règlements. Cela n'a pourtant pas empêché Chris Carter, lors de la réunion du Conseil de jeudi dernier, de vouloir faire passer un avis de motion en anglais seulement, alors qu'il aurait

pu simplement les faire traduire par la nouvelle employée. Manque de temps ?

Chantal DaSilva, la Vice-présidente aux Affaires externes, s'est vivement opposée à cette mesure et a fait comprendre au Conseil qu'une version française était nécessaire aux procédures. Aux dires de cette dernière, il est lamentable que les problèmes du semestre dernier ne soient pas encore résolus. Les propositions de M. Carter ont finalement été traduites sur place par l'une des seules francophones du Conseil étudiant, Valérie Panet-Raymond, la représentante de la Faculté des Sciences. Elles ont ensuite été acceptées par l'Assemblée étudiante par une solide majorité.

Don McGowan ne se considère nullement le protecteur des droits des francophones, ni comme un opportuniste qui utilise le français comme une excuse pour s'opposer aux idées de M. Carter. Comme tout « homme du droit », M. McGowan dit simplement vouloir suivre les procédures de l'AÉUM. Malgré tout, le français demeure un joli jeton pratique pour mettre la confusion dans la paperasse déjà présente dans la hiérarchie de l'Association étudiante.

Si le Conseil judiciaire décide vendredi de rejeter la demande de Don McGowan, personne à l'AÉUM ne sera plus dans l'obligation de traduire les documents officiels en français. Si les documents ne doivent plus nécessairement être traduits, la connaissance du français par les membres du Conseil exécutif pourrait par conséquent ne plus être exigée (l'article 8.6 de la Constitution de l'AÉUM prévoit que « tous les membres du comité exécutif, une fois élus, doivent se mettre à apprendre les deux langues officielles pour en avoir une connaissance pratique »).

Entre les membres d'un Conseil exécutif qui ne parviennent pas à s'accorder entre eux, la question de la langue française parvient tout de même à s'insérer peu à peu dans cette lourde et complexe bureaucratie qu'est l'Association étudiante. Si l'anglais est la langue des affaires, le français leur fait faire des affaires !



La fin des conflits syndicaux ? Réponse en page 2

Fonds secret à McGill

L'Autre argent de McGill

CAMILLE KAPRON ET FRANÇOIS GANDARD

Au Québec, le débat sur le coût et le financement des études universitaires reste douloureusement d'actualité pour bon nombre d'étudiants. A l'heure où McGill se prépare à revoir à la hausse ses frais de scolarité, la gestion plutôt opaque des 460 millions de dollars de son fonds de dons privés soulève quelques interrogations.

L'administration de l'université, loin d'y répondre, entretient le mystère, et les spéculations vont bon train. En fait, l'histoire semble se répéter. Il y a 25 ans déjà, suite à des rumeurs concernant des placements moralement discutables dans une Afrique du Sud alors en plein régime d'apartheid, les étudiants de McGill s'étaient heurtés au silence de plomb de leur administration.

La gestion du fond gagnerait à être transparente, et les motivations et orientations de la direction devraient être rendues publiques, comme c'est le cas

dans les autres universités. Cela contribuerait sans doute à lever les interrogations formulées, autant par les étudiants que par l'administration fiscale.

Cette importante somme d'argent n'est en effet utilisée qu'avec parcimonie. Sur les 80 millions de dollars d'intérêts réalisés l'année dernière par les différents placements du fond, seulement 25 % ont été directement utilisés par l'université. En fait, tout porte à croire que McGill se constitue une véritable réserve en pleine période de vache maigre. L'administration semble avoir oublié qu'à l'origine, les dons étaient dédiés aux étudiants et à la recherche.

En outre, on comprend mal que McGill n'arrive pas à rembourser son déficit cumulé de près de 64 millions de dollars, considérant les gains importants que le fonds réalise chaque année.

Crier au scandale serait sans doute hâter les cho-

ses, mais tant que l'opacité sera de mise quant aux principes qui régissent l'administration du fonds, les spéculations iront bon train. Les intentions de la direction sont probablement défendables. Mais dans ce cas pourquoi les tenir secrètes ? Les étudiants et les chercheurs, forces vives de cette université, devraient être informés de la façon dont on gère ces sommes d'argent qui leur sont destinées a priori.

Certes, la direction pourrait fort bien se défendre en faisant remarquer que sa gestion est plutôt bien menée avec près de 20 % de *plus-value* réalisé l'année dernière. Mais il ne faut pas oublier qu'en matière de placement, les succès d'aujourd'hui peuvent être les désastres de demain. C'est pourquoi les étudiants ont le droit de savoir si l'administration ne prend pas trop de risque avec cet argent, au moment même où il fait défaut sur le campus de McGill.

Une solution aux problèmes d'allégnation ?

Recevoir son 40 %

JÉRÔME LUSSIER

Réduction d'effectifs, coupures, fin de la sécurité d'emploi, rationalisation, efficacité, fusions... Partout le credo néolibéral se fait entendre, pour être encensé ou conspué. Les partis politiques se « droitisent » les uns après les autres, imités et encouragés par les entreprises qui sont devenues seules maîtresses de l'échiquier mondial. Et au bout du compte, ce sont les employés qui paient la note, alors que l'écart entre les profits de leur compagnie et leur salaire s'accroît constamment.

Le résultat s'avère un problème double : d'un côté les négociations entre syndicats et employeurs se font de plus en plus laborieuses (puisque les intérêts divergent à la base) et de l'autre, les employés d'entreprises toujours grandissantes perdent tout pouvoir et sont engloutis dans la masse. Bref, c'est l'allégnation des travailleurs doublée d'une animosité croissante.

Que faire pour contrer cette inexorable progression, alors même que les utopies communistes ont révélé leur limites et que, de notre côté, de

réels impératifs économiques doivent être pris en considération ? La solution que je propose consiste en une certaine démocratisation des entreprises, obtenue entre autres par le partage des actions. Concrètement, cela pourrait signifier une loi obligeant les syndicats à détenir 40 % des parts de leur compagnie.

Révolution, certes. Mais dont les conséquences semblent prometteuses. D'ailleurs, des efforts dans ce sens ont déjà été accomplis, rappelle Terry Thomason, professeur à la Faculté d'administration de McGill et spécialiste en relations industrielles. « Par contre, ces mesures [de partage des profits] étaient avant tout des propositions patronales et visaient le plus souvent à réduire les impôts de la compagnie... », explique M. Thomason. Les syndicats hésitaient, et pour cause, à troquer la sécurité d'un salaire fixe pour les aléas et les fluctuations du cours de la bourse.

Mais la situation change : au train où vont les choses, la seule certitude sera bientôt une baisse de salaire et la possibilité constante d'être mis à pied. Dans ces circonstances, l'hypothèse d'être lié financièrement à sa

compagnie pourrait s'avérer plus alléchante. L'interdépendance résultante aurait sans doute l'avantage de dynamiser les entreprises où tous seraient désormais intéressés au succès.

Évidemment le passage d'un système à l'autre pose plusieurs problèmes pratiques. Par exemple, quelle serait la proportion exacte des parts détenues par le syndicat ? Comment et par quels actions seraient-elles gérées ? Comment se ferait la transition du système actuel à celui, très différent, des parts partagées ? Quelles seraient les conséquences pour les investisseurs locaux et étrangers ? Les réponses à ces questions demeurent vagues et le seront sans doute longtemps. Mais ce qui importe réellement, c'est qu'au-delà des chiffres et des prévisions, les employés et les employeurs seraient dans l'obligation de travailler ensemble, dans un processus de collaboration. Le bon fonctionnement de la compagnie ne profiterait plus uniquement aux dirigeants, mais bien à tous.

Dans ces circonstances, on peut imaginer que les négociations entre syndicats et patrons, plus souvent qu'autrement déchirantes, seraient de beaucoup facilitées. La bonne foi a ses limites, et un pacte économique

du genre apparaît comme une meilleure garantie de coopération que des vœux pieux lancés aux journalistes.

Individualiser le travail

Le problème de l'allégnation persiste cependant. Le partage des revenus, en effet, n'est pas suffisant : encore faut-il que l'employé, jusqu'ici plutôt indifférent aux succès de sa compagnie, se sente réellement impliqué. « Dans des entreprises énormes comme General Motors, qui compte près de 100 000 employés, même un concept du genre ne rapproche pas l'employé de la direction. Tout est trop gros », note le professeur Thomason. Ce qu'il faut donc, pour impliquer le travailleur et ses patrons dans une même volonté, c'est une décentralisation qui encourage la coopéra-

tion. « Les programmes de récompenses qui existent actuellement favorisent la compétition entre employés et ont le désavantage d'encourager l'efficacité uniquement dans un domaine. Si on récompense la quantité, la qualité diminue, et vice-versa... », poursuit M. Thomason. Au contraire des actuels programmes de récompense, un programme de partage d'actions permettrait donc d'encourager tous les aspects de la production, puisque c'est la valeur globale de l'entreprise, incluant quantité et qualité, qui importe en fin de compte.

Le professeur Donald M. Taylor, spécialiste des relations entre groupes au Département de psychologie de McGill, propose une solution possible au problème d'individualisation (qui réduirait l'écart entre les différents niveaux de direction au sein des grosses compagnies). « Le problème est que même dans une situation du genre [partage d'actions], la différence subsiste entre les strates d'une compagnie. Pourquoi ne pas diviser les actions par département, de manière à unir les employés de la division du marketing, ou de la vente ou de la production ? »

suite en page 6

COURRIER

L'AÉUM : de plus en plus bilingue

Pour une fois, on peut féliciter le conseil de l'AÉUM d'avoir fait un grand pas en faveur du bilinguisme officiel. Jeudi dernier, lors du Conseil général de l'AÉUM, les Présidents du Conseil ont exigé (pour la première fois) que tous les documents « importants » votés au conseil général soient rédigés dans les deux langues officielles. À mon avis, il était grand temps que l'AÉUM respecte le bilinguisme de sa constitution, et surtout qu'elle respecte les droits des francophones qui étudient à McGill.

Force est d'admettre que l'AÉUM n'avait pas fait son travail par le passé et que la francisation de ses services laissaient grandement à désirer. J'espère que cette décision de la part des Présidents du conseil permettra à la population francophone de McGill de reprendre espoir que le français n'est pas seulement une plaisanterie pour nos représentant-es. Les francophones, pour rafraîchir la mémoire de certains de nos politicien-nes à l'AÉUM, représentent 20 % des étudiant-es, et payent une part proportionnelle des cotisations versées dans les comptes de l'AÉUM. Il est donc parfaitement normal que notre asso s'occupe activement à protéger et promouvoir leurs droits. Pour l'instant, cependant, il demeure que les francophones de McGill payent beaucoup plus qu'ils n'en reçoivent de leur association étudiante...

Sur cette même note, je me permets aussi d'applaudir le projet du Président Chris Carter d'ouvrir un siège pour un francophone au conseil général de l'AÉUM. Ce projet, qui sera présenté à la population au prochain référendum, pourrait permettre aux francophones un rôle plus actif dans le processus politique à McGill.

En dernier lieu, je me permets aussi de féliciter la conseillière Valérie Panet-Raymond pour avoir proposé au conseil un règlement exigeant que l'AÉUM embauche d'ici deux semaines une personne en charge de la traduction - il était grandement temps. Si vous êtes intéressé-es par ce poste rémunéré, vous pouvez contacter le Vice-président aux Affaires universitaires, Don McGowan au 398-6797 ou les Co-commissaires, Tristan-E. Landry et Élizabeth Gomery, par courrier électronique au 73671.2044@compuserve.com.

Date limite: le vendredi 31 janvier.

Tristan-E. Landry
Co-commissaire francophone de l'AÉUM
Tel: 279-7077

SI VOUS SENTEZ LE BESOIN DE FAIRE QUELQUE COMMENTAIRE AU SUJET D'UN OU DE PLUSIEURS

COURRIEZ-NOUS

ARTICLES PUBLIÉS DANS NOS PAGES, ÉCRIVEZ-NOUS, À LA MAIN OU PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE



MINOLTA

CENTRE BUREAUTIQUE

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

L'endroit où aller pour vos besoins en copies, édition et services bureautiques

OUVERT DE 7h00 À 21h00 DU LUNDI AU VENDREDI.

**4¢/copie
(ou moins)**

**OFFRE SPÉCIALE
20 COPIES GRATUITES* SUR
PRÉSENTATION DE CE COUPON**

*N&B format lettre

Un coupon par personne. Valide jusqu'au 14 février 97.

920, Sherbrooke Ouest (coin Mansfield)
Tél.: (514) 289-9100 Téléc.: (514) 289-9060

DEVANT RODDICK GATES

L'Accord d'Hébron

Le Temps d'une paix

MARC ANTOINE GODIN

L'accord survenu le 15 janvier dernier entre Benyamin Netanyahu et Yasser Arafat sur la ville d'Hébron est à tous points de vue historique. Cette entente prévoit le retrait de 80 % de la force militaire israélienne Tsahal de la ville d'Hébron, largement occupée par une population palestinienne. Elle marque donc à la fois un jalon rempli d'espoir pour tous les partisans de la paix au Proche-Orient, et comme un signe de trahison pour les mouvements radicaux israéliens.

La ville d'Hébron, située dans le sud du territoire occupé de Cisjordanie, représentait un enjeu de taille : le mouvement palestinien la convoitait dans la mire de son éventuelle souveraineté, et Israël cherchait à la conserver, son Caveau des Patriarches faisant d'elle une Ville Sainte pour les Juifs. En ce sens, il est surprenant et fort prometteur que Netanyahu ait « sacrifié » l'occupation militaire d'Hébron au nom de la paix.

Sur le plan international, l'accord d'Hébron représente une perspective réjouissante pour la suite des pourparlers. Une entente entre deux ennemis, entre deux factions dites « radicales », revêt encore plus de poids qu'un accord signé entre deux modérés : cela prouve que malgré la dureté de leurs opinions, un compromis entre partisans de la ligne dure est toujours possible. Et qu'au-delà des gestes partisans et des propos revanchards, c'est la justice du nécessaire qui prévaut. Comme l'affirmait le Premier ministre israélien au *Figaro* dans les jours qui ont suivi l'entente, cet accord était nécessaire dans la mesure où il ne pouvait faire fi des

Accords d'Oslo, signés par son prédecesseur Shimon Pérès et par Yasser Arafat. « Je n'ai pas été élu pour faire les choses que j'aime, a expliqué M. Netanyahu au quotidien français, j'ai été élu pour faire ce qui me semble important pour l'avenir ».

Cela ne veut pas dire que le chef du Likoud endosse nécessairement l'idée d'un « nouveau Proche-Orient », tel que le voient les Travailleuses de Shimon Pérès, mais plutôt qu'un certain nombre de facteurs, à commencer par la pression internationale, ont incité Benyamin Netanyahu à prendre la voie de la conciliation.

Dans ce dossier, l'influence des États-Unis s'est traduite par la présence du médiateur Dennis Ross dans les discussions. Il ne fait aucun doute que les Américains, alliés habituels d'Israël, se montrent maintenant moins prompts à donner leur support à un gouvernement likoudnik qu'ils ne l'étaient avec les Travailleuses. Par ses multiples interventions, Washington a signifié à M. Netanyahu qu'elle ne voulait rien savoir d'un gouvernement belliqueux, et que l'alliance traditionnelle EU-Israël ne serait maintenue que si certaines conditions étaient remplies. Le calme au Proche-Orient est une de ces clauses fondamentales. M. Netanyahu s'est donc montré disposé à suivre les « notes aux dossiers » qu'a annexé Dennis Ross à l'accord, et les lettres d'assurance offertes en guise de parachute aux deux parties concernées.

Si, sur le plan international, l'accord d'Hébron est accueilli comme une bouffée d'air frais, il tombe comme une douche d'eau froide sur les traditionnalistes juifs. En voyant leur chef adhérer (du

moins, en apparence) à l'esprit d'Oslo, plusieurs membres du Likoud ont manifesté leur profond mécontentement. Benyamin Netanyahu est accusé par les siens de mettre en péril les frontières gagnées en 1967 lors de la guerre contre la Jordanie. Des membres de la droite israélienne le considèrent même comme un traitre, comme le liquidateur de l'idéal sioniste.

Le monde diplomatique en entier s'interroge sur les visées de M. Netanyahu, qui a sans contredit effectué un virage à 180 degrés dans sa politique à l'égard des Palestiniens. S'agit-il d'un changement de cap ou, comme il le prétend, d'une suite logique à son dessein stratégique ? Dans l'attente d'un éclaircissement des positions du chef israélien, les regroupements armés sont sur le qui-vive : ce sont des mois de trêve tendue, et non de pacifisme, qui risquent d'occuper Hébron !

Bien sûr l'accord d'Hébron constitue une étape, et non une finalité en soi. Le dernier round des négociations risque d'être le plus musclé. Il reste en effet toute la question du partage de la Cisjordanie à débattre : grossièrement, la Palestine exige 90 % de ce territoire, tandis qu'Israël prévoit en garder entre 40 et 50 %. De plus, la Palestine souhaite un retrait unilatéral des territoires occupés et la créa-

tion d'un véritable État palestinien ; de son côté, Israël rejette cette éventualité et entend garder la mainmise sur les 144 colonies juives de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Enfin, la question de la sécurité des colons juifs dans les villes palestiniennes est encore à éclaircir.

A l'heure actuelle, on peut retirer de l'accord d'Hébron que celui-ci semble mener vers une grande page de l'Histoire. Mais sera-t-elle sombre ou glorieuse ? Écrite en lettres de noblesse ou en lettres de sang ? Car la paix, ne nous le cachons pas, est toujours aussi fragile. Les échéanciers fixent la fin des négociations pour mai 1999. La situation a donc tout le temps voulu pour déraper. Benyamin Netanyahu, déjà aux prises avec de la dissidence dans son parti et avec des scandales administratifs, pourrait très bien être victime d'une mutinerie avant cette échéance. Et dès lors son Arche ne serait plus à l'abri du Déluge...

McGill Daily
FRANÇAIS

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

Le McGill Daily français

rédaction en chef

Marc Antoine Darth Vader Godin

Loïc Luke Skywalker Bernard

rédaction nouvelles

Jérôme Han Solo Lussier

rédaction culture

Magali Yoda Boisier

Nadine Leia Baladi

mise en page

Loïc Luke Skywalker Bernard

Albert Bobba Fett Albala

correction

Marc Antoine Darth Vader Godin

Jérôme Han Solo Lussier

collaboration

Alain Obi Wan Huot

Philippe C3PO Lemay-Boucher

Pierre Chewie Angers-Nguyen

Antoine Jabba Bédard

Camille Lando Kapron

François Wedge Gandard

Julien R2D2 Lapointe

Le McGill Daily

coordination de la rédaction

Idella Sturino

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedor et Letty Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03.
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6784/5
Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07.
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6790
Télécopieur : 398-8318

courrier électronique

daily@generation.net

site web du McGill Daily français

vub.mcgill.ca/dailyfrancais

« Luke, joins-toi à moi et ensemble nous prendrons la rédaction du McGill Daily français ».

« Jamais, père, jamais je ne joindrai le côté français de la force »

« Tes sentiments pour tes amis sont forts... surtout pour... ta... sœur! Tu as une sœur jumelle! Obi Wan a bien fait de me la cacher... Si tu ne veux pas te joindre au Daily français, peut-être le fera-t-elle... »

« NOOOoooooon!!! »

L'empire du Daily français parviendra-t-il à sauver son règne ? La sœur Skywalker sera-t-elle victime de l'emprise du Daily français ?

Pour sauver la princesse, seule votre présence à la réunion du Daily français ce mardi pourra faire chavirer les plans de l'Empereur. Alors rendez-vous au B-03 du

Shatner (ou du Vador pour ceux qui veulent insister) à 17h30.

Que la force soit avec vous... pour toujours.

C'est en allant à Cherbourg...

PHILIPPE LE MAY-BOUCHER

Populaire, inventif, original et audacieux, *Les Parapluies de Cherbourg* se révélait à sa sortie en 1964 un succès autant commercial que cinématographique. Couronnée de la Palme d'Or au festival de Cannes la même année, la vieille pellicule noir et blanc avait déjà su plaire à toute une génération... jusqu'à ce que récemment un laboratoire de Paris mette tout en œuvre pour présenter une version complètement retravaillée...

Bien que le projet ait été initié par le réalisateur lui-même dès 1966, il a fallu attendre encore quelques années pour que l'équipe de travail des laboratoires ÉCLAIR réalise la difficile conversion multichrome du négatif négligé. C'est donc précisément à l'endroit où il fut présenté pour la première fois en février 1964, au Publicis sur les Champs-Élysées que la version restaurée réapparaît le 11 novembre 1992.

Après avoir vécu deux années d'investissements frénétiques, 1959-61, dans des films à petit budget dirigés par de jeunes amateurs à l'époque (Claude Chabrol, Éric

Rohmer, Jean-Luc Godard...), le cinéma français de la Ve République se calme et entame quelques années de normalisation (1961-63). Cette nouvelle vague sans précédent de jeunes recrues laisse place de nouveau à un cinéma de consommation où l'on revenait sur de vieilles recettes de 30 ans : comédies et policiers.

Cette année-là, Jacques Demy vient tout juste d'avoir vingt ans et réalise son premier long métrage, *Lola*, à la suite de plusieurs courtes réalisations. Suivent *Les Sept Péchés capitaux* (1962), *La baie des anges* (1963) et *Les Parapluies de Cherbourg*. Ces deux dernières œuvres n'ont rien en commun si ce n'est qu'elles ont été toutes deux centrées autour d'un personnage féminin ravissant, respectivement Anouk Aimée et Catherine Deneuve.

Pour *les Parapluies*, Demy avait en tête quelque chose d'inédit, qui n'emprunterait rien « à la comédie musicale américaine ni à l'opérette française ». En fait, il imaginait un film entièrement chanté en vers libres dont le dialogue serait simple et clair. Tout dans le film sera réglé sur la musique.

Il partage alors son idée avec un certain Michel Legrand. Ce dernier, qui s'avérera un précieux collaborateur pour Demy en signant les musiques de ses neuf longs-métrages, jongle avec l'idée pendant six mois sans jamais trouver la note juste. Le duo commence à désespérer lorsqu'au bout de deux mois leur collaboration donne enfin naissance au chef-d'œuvre que nous connaissons aujourd'hui.

Restait à situer l'action. En allant un soir à Cherbourg, Demy fut fasciné par la lumière que répandait le soleil et par une petite ruelle où se trouvait un magasin de parapluies alors quincaillerie... En 1963, le tournage se met en branle.

Guy (joué par Nino Castelnuovo) et Geneviève sont amoureux fous. Elle vit avec sa mère qui tient une boutique de parapluies tandis que lui est garagiste. La mère et la fille reçoivent une feuille d'impôt à payer, ce qui les force, par le biais de vente de bijoux, à rencontrer Roland Cassard, diamantaire. Cependant un malheur ne vient jamais seul, et Guy est contraint de faire un service militaire de dix-huit mois en Algérie. Pendant ce temps, Geneviève, en-

ceinte de Guy et inquiète, se constraint à marier Cassard. Guy revient aigri mais réalise un vieux rêve grâce à l'héritage de sa défunte marraine. Il retombe également dans le merveilleux monde de l'amour en épousant la charmante garde-malade (Ellen Farner) de cette dernière. Voilà pour la petite histoire du couple vedette de Cherbourg.

C'est à Catherine Deneuve que Jacques Demy propose le rôle de Geneviève. À 19 ans, elle a déjà quelques sept films à son actif (*Les portes claquent*, *Ce soir ou jamais*, *Les parisiennes*, ...) mais aucun s'apparente à celui que Demy concocte. Pour la jeune actrice, ce film sera l'élément déclencheur d'une carrière prolifique au cours de laquelle elle tournera pour des cinéastes tels que Polanski et Truffaut. D'ailleurs leur collaboration continuera car Deneuve participera à trois des cinq films que Demy signera par la suite.

Dès les premières images on sent la trame sonore prendre le dessus, le ton est joyeux et léger. Mais rien à voir avec une comédie musicale classique où dialogue et chant s'entremêlent, où les figurants eux-mêmes

s'abandonnent dans de grandioses chorégraphies en accompagnant les interprètes principaux. Non, ici, tout est chanté comme si la préfecture de la Manche au complet était sous le sort, les figurants s'expriment en chantant, laissant heureusement de côté la danse. Les répliques très rythmées, soutenues tantôt par un Big-band ou une armada de violons surexités, se succèdent dans des situations parfois cocasses. Imagez un peu un « bouge ta viande » ou un « prenez-vous de l'ordinaire ou du

sans-plomb... Car le délà. On ne peut pas de Cherbourg vieilli. Nos yeux, restent à la limite de la mort. Le jeu démonte-tôt convainc cette version passée qui se révèle charme de la comédie musicale fligée par le temps. Il parvient ainsi à éplorée, en son rôle de Demy, se révélant que Demy a peur, très à l'heure d'aujourd'hui. À l'instar présentement tourné en 1992, « d'une fanée et colorée vieilles jeunesse nouvelle, veuglante. L'originalité des extrêmement teuses de toujours aujourd'hui objectifs qu'un rythme public... A vous et vos oreilles. »

Des livres pour le Ramadan

Une exposition à la bibliothèque de l'Institut d'études islamiques

ALAIN HUOT

Dans les bibliothèques de McGill se cachent de subtils détails qui échappent souvent à l'esprit absorbé des étudiants de l'université. Un bon exemple : les merveilleux petits cabinets vitrés qui agrémentent les murs de nos lieux d'étude. S'ils ont en eux-mêmes assez peu d'allure, ils recèlent en fait de véritables trésors.

La plupart de ces merveilles restent généralement enfouies, loin des regards des non-initiés. Seuls quelques privilégiés, qui franchissent les mers pour venir les consulter, ont accès à ces trésors bien gardés. On a pu voir entre autre, l'hiver dernier, des tomes de l'édition originale de l'Encyclopédie de Diderot. Cette année, l'initiative la plus intéressante est sans doute celle de la bibliothèque du Centre d'études islamiques qui présente quelques uns de ses joyaux venus d'Orient pour souligner le mois du Ramadan.

L'alphabet arabe pouvant s'imprimer aussi aisément que l'alphabet latin, de nombreux textes

en perse, en arabe et en turc ont été mis sous presse dès le quinzième siècle. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe, la nouvelle invention n'a cependant pas mis fin à la tradition du manuscrit et au compromis technique, choisi en Orient, pour élargir la diffusion des connaissances au sein du monde arabe : l'art de la lithographie.

Tous les manuscrits en exposition à l'Institut d'études islamiques relèvent de cette technique ancestrale. En tout, une quinzaine de ces livres sont montrés dans le beau cabinet de bois de la surprenante petite bibliothèque située un peu à l'écart du noyau central des bibliothèques de l'Université. Le bibliothécaire, monsieur Adam Gacek, expliquera aux visiteurs que plus de 700 de ces manuscrits sont conservés dans cet institut petit mais reconnu de McGill, dont les collections d'ouvrages sur le monde islamique attirent, depuis 1962, bien des chercheurs.

Les livres exposés proviennent de Fez, au Maroc, d'Istanbul ou d'Inde. Rien, pourtant, ne sug-

gère à l'œil non-averti la diversité des langues utilisées dans ces livres : l'urdu, langue aujourd'hui parlée au Pakistan, mais aussi le perse classique, le turc ottoman (le turc moderne s'écrit avec l'alphabet latin) et, bien sûr, l'arabe sont cependant tous représentés dans ces belles pages reliées. De plus, la plupart des objets exposés sont des rééditions de textes très anciens et ont été lithographiés à la fin du 19^e siècle.

Dans l'Empire perse, notamment, le procédé lithographique a concurrencé l'imprimerie durant de nombreux siècles. Ces deux techniques permettent la diffusion d'un nombre illimité d'exemplaires d'un livre mais y parviennent de manières complètement différentes. Les caractères mobiles d'une machine à imprimer sont fondus une fois pour toutes et peuvent ensuite servir à composer des centaines de livres qui se ressembleront tous. En lithographie, par contre, le travail de moulage ne porte pas sur les caractères, mais sur chaque page. L'artisan réalise en fait un manuscrit puis le grave sur une plaque

d'impression qui peut ensuite être reproduite. Il n'y a donc ni uniformité des livres, ni maintien d'un système calligraphique sophistiqué. En fait, selon les règles d'édition de l'art lithographique, tous les éléments graphiques du livre font partie intégrale du contenu. Un livre oriental de cette époque était par conséquent une œuvre d'art à part entière, avec des parures florales et des arabesques (effet visuel très élaboré combinant les motifs abstraits aux lettres du texte).

D'où l'intérêt de l'exposition que nous proposons la bibliothèque d'études islamiques de McGill. Les paragraphes en forme d'arbre et de poisson traitant de jurisprudence ou d'astronomie qui font partie de l'exposition valent vraiment la peine d'être vus.

L'exposition se termine à la mi-février, alors, allez donc y fourrer votre nez, pour une fois vous ne l'aurez pas plongé... dans un livre !

La bibliothèque de l'Institut d'études islamiques
3482, rue McTavish



Café Sarajevo

Un coin d'Europe de l'Est... à Montréal.

ANTOINE BÉDARD

La nuit venue, la rue Clark, au sud de Sherbrooke, n'inspire nullement la confiance : c'est l'obscurité quasi-totale, une sorte de zone sinistre. Loin de la jungle nocturne de St-Laurent, loin des passants et des grandes boîtes de nuit, il existe pourtant sur cette désertique rue Clark un endroit unique en son genre à Montréal. Une petite façade plutôt pittoresque attire tout de suite notre attention : les mots «Café Sarajevo», blanc sur rouge, illuminés, sautent aux yeux.

La petite porte noire du Café Sarajevo donne l'impression que l'endroit est fermé depuis longtemps. On dirait presque un *has been* club de motards dépressifs. Qui se douteraient, pour une seconde, de l'atmosphère fourmillante qui se trouve à l'intérieur ? La surprise est inévitable lorsqu'on se retrouve pour la première fois dans ce petit café : petit bar à l'arrière, canapés aux quatre coins de la salle, chaises en osier et tables à café, ampoules rouges au plafond. Le décor est chaleureux et donne l'envie de se vautrer dans l'une des nombreuses chaises coussinées.

Le Café Sarajevo est une petite entreprise familiale qui a ouvert ses portes en novembre 1993. Depuis, elle accueille différents artistes de jazz, blues, et de musique tzigane. Certains groupes sont plus connus que d'autres mais le but, comme le con-

fie son charmant propriétaire, est d'attirer une clientèle toujours plus variée. Il est vrai qu'il n'y a pas d'âge pour être amateur de boîte de jazz, d'autant plus que la diversité des styles est un des mots d'ordre du Café Sarajevo. Le groupe Gelem (que l'on prononce *djelem*) était en spectacle récemment : ce trio d'origine russe combine la guitare classique, le violon et la flûte de pan. Un succès, c'est le moins qu'on puisse dire !

La véritable particularité de la boîte est son origine distincte. Son nom le rend évident : le Café Sarajevo est un véritable café bosniaque. Une série de tableaux exposés sur les murs évoque, avec un humour des plus sarcastiques, la terrible guerre qui s'est récemment et longuement abattue sur la ville. De plus, si l'on prête attention aux discussions parfois vives qui se déroulent autour du bar, on découvrira que les habitués de la place sont bosniaques eux aussi. Pour les autres, ils retrouvent entre les murs de cette pièce étroite un dépassement total, un contact direct avec une culture étrangère méconnue, presque mythifiée par les médias.

On retrouve d'ailleurs dans le menu plusieurs mets typiquement bosniaques : moussaka aux aubergines, choucroute avec kranjske, que l'on suggère de déguster avec une boisson alcoolisée... Ne vous en faites pas, le personnel se fera un grand plaisir de vous décrire les différents plats si vous commandez en ignorant de ce qui se trouvera dans votre assiette !

Il ne faut surtout pas manquer le café bosniaque qui, autant par son goût que par sa texture, n'a rien à voir avec le café filtre ! Finalement, le baklava, qui se trouve en forte compétition avec son cousin grec, est le dessert idéal pour ceux dont la conscience alimentaire ne craint pas les calories !

En plus des mets d'origine bosniaque, le « Sarajevo » offre une série de concerts caractérisés par des airs tziganes. De façon générale, ils commencent assez tard, mais l'atmosphère vivante vous engage à arriver à l'avance (d'autant plus que les places finissent par manquer vers la fin de la soirée). Vous aurez ainsi la chance de découvrir la musique bosniaque « moderne » peu accessible aux auditeurs modernes que nous sommes, mais qui fait changement du *mainstream* américain. Malheureusement, on ne comprend rien aux paroles alors impossible de juger de leur valeur...

Il s'agit, sans le moindre doute, d'un voyage complet : on se retrouve en Europe de l'Est en quelques minutes, pour quelques dollars seulement, le décalage horaire en moins... et la guerre inexiste. Mais malgré tout l'alcool et toute la musique, les mines pensives et les bribes de conversation rappellent constamment que, loin des yeux et des oreilles, le café Sarajevo reste avant tout une grande affaire de famille.

Café Sarajevo, 2080 Clark, Métro St-Laurent.
Concert tous les soirs, téléphonez au 284-5629.

Le Daily français surf sur les plages de l'internet

MAGALI BOISIER

En cette dernière semaine de janvier, parce qu'on vous aime beaucoup et que la Saint-Valentin c'est presque demain, le *Daily Français* vous a réservé une surprise... Nous l'avions projeté depuis longtemps, nous l'avions manigancé durant tout le semestre dernier, nous avions bien soigneusement conservé le secret... et bien voilà, ça y est ; le *Daily français* se met à la page... Web !

Quoi de neuf me direz-vous ? Il n'y a pas de quoi en faire un plat. Mais si ! Votre journal, l'unique organe de presse porte-parole de la communauté francophone à McGill, se fait connaître sur l'Internet. Et il n'est pas seul car nous l'avons entouré de nombreux acolytes, parmi lesquels se présentent en rangs serrés l'association des Francophones et Francophiles, le Caucus francophone, les émissions francophones de CKUT et la troupe de théâtre de la Grenouille. Les francophones et francophiles de McGill ont aujourd'hui leur place sur le site Internet de l'université. Le monde entier vient d'ouvrir une fenêtre sur votre communauté virtuelle étu-

dante, sur notre communauté.

La tâche n'est toutefois pas facile et le site Internet du *Daily Français* en est encore à de joyeux balbutiements. Mais la machine sera vite bien huilée nous assure Sandra, grand manitou de cette technologie en folie. Dès la semaine prochaine, vous pourrez vous procurer l'ensemble du contenu de votre journal préféré et quelques autres petites gâteries sur le WEB. En dépit des rigueurs de l'hiver, rien ne vous empêchera plus de vous laisser aller au plaisir de nous lire. Nous flattions votre paresse, me dites-vous ? Mais oui, mais non, nous cherchons votre confort et votre opinion. Vous n'aurez plus à nous chercher sur tout le campus, ni à nous rappeler ce que vous avez fait de votre exemplaire la dernière fois que vous nous avez consultés. Tout sera là, sous votre doigt, et grâce à cette belle invention qu'est le courrier électronique, vous pourrez dialoguer, développer, proposer, critiquer, discuter les nouvelles et autres sujets que nous vous offrons chaque semaine dans la version papier.

Les actualités et les événements divers qui ponctuent notre hiver montréalais constitueront, avec nos éditions bien entendu, la plus grosse partie de ce nouveau site. Vous pourrez aussi consulter le courrier des lecteurs pour savoir ce qui se dit sur le *Daily*. Nous avons également inclus une section archives afin de vous rafraîchir la mémoire. Voilà une rubrique qui saura combler nos vétérans « ...depuis 1977 ». Toutes les vieilles, les nouvelles citations de la semaine seront également soigneusement listées au cas où vous auriez besoin d'une nouvelle perspective historique pour votre cours de civilisation québécoise. Nous avons prévu par ailleurs bien d'autres rubriques surprises ainsi que de nombreux liens avec l'ensemble des associations et membres actifs de la communauté francophone de McGill.

Tout ceci prendra du temps évidemment et nos efforts n'en sont qu'à leurs commencements.

Nous espérons toucher toutefois, par cette nouvelle approche, une plus

grande partie de la population étudiante et nous rapprocher de notre lectorat. Par la mise en bâts de nos idées, nous voulons vous montrer que le *Daily français* est toujours un journal progressiste, ouvert d'esprit et conscient de l'évolution du monde qui nous entoure. A l'ère du cyberspace, nous ne pouvions poursuivre le mandat qui est le nôtre sans effectuer nous-mêmes le saut vers le XXI^e siècle.

Nous voulons vous donner encore davantage l'opportunité de vous exprimer pour que le *Daily français* reste un lieu de brassage d'opinions. Vos idées, vos intérêts, vos suggestions nous sont précieuses, votre collaboration essentielle afin de conserver et de dynamiser la communauté francophone de McGill et renforcer ses liens avec les divers groupes linguistiques et ethniques de l'université. Pour que vous, les francophones de McGill, puissiez mieux connaître l'ensemble des activités en français sur le campus et utiliser les moyens d'expression qui vous sont offerts dans votre langue, nous vous offrons l'adresse suivante :

<http://vub.mcguill.ca/dailyfrancais>
En espérant vous compter bientôt parmi les nôtres...



Dessin : Marc-André Bernier



La nouvelle revue *Flux*

Une Nouvelle voix, un nouveau regard

JULIEN LAPOLTE.

Depuis toujours, il manque une revue littéraire et artistique à la communauté gaie montréalaise. *Flux*, qui paraîtra pour la première fois en mars, entend combler ce vide. Reflet autant de la culture queer que de la sensibilité artistique des jeunes écrivains gais émergents, *Flux* entend ouvrir des portes aux artistes débutants qui désirent s'intégrer à la scène artistique contemporaine.

« C'est principalement un moyen de s'exposer pour les artistes queer », dit Derek Fung, co-fondateur de la revue. Ses partenaires (Meredith Cohen, Robert Sheldon, Karyna Zeidler) et lui ont ainsi lancé *Flux* avec l'espoir de dévoiler une facette de la culture queer jusqu'alors inconnue à Montréal. Effectivement, la plupart des revues queer (*Fugue*, *Gazella*) sont plutôt orientées vers l'industrie du spectacle, ou se contentent tout simple-

ment de faire un survol des événements et nouvelles pertinentes pour la communauté gaie. Le mandat de *Flux* est plus ambitieux : publier les œuvres de jeunes artistes en vue de sensibiliser un public (autant hétéro qu'homosexuel) au penchant artistique de la culture queer.

Toutefois *Flux* est encore loin d'un grand jour de son inauguration.

La question concernant sa forme exacte, sa fréquence de parution ou même son avenir, n'a pas encore de réponse. Mais cette apparence d'incertitude et d'indéfini n'est nullement problématique. *Flux* s'inscrit plutôt dans ce qu'on pourrait qualifier des entreprises de l'instantané, du moment. Le titre suggère le changement, notion

fondamentale de la culture queer où rien n'est jamais stable et où l'évolution et le devenir demeurent une réalité permanente. La culture queer progresse au rythme de son institutionnalisation. La nouveauté de *Flux* est donc de se faire non seulement le reflet de ce changement, mais également son propagateur.

Un tel

D'ailleurs, grâce à une annonce postée sur son site Web, *Flux* a pu recevoir des soumissions de partout autour du monde. Enfin, *Flux* organise plusieurs soirées bénéfices, dont une qui a eu lieu vendredi soir dernier au Cabaret. Deux autres viendront le mois prochain, soit le 6 février au Sky (474 Ste Catherine Est) et le 21 au club Home (1450 Ste Catherine Est).

Le succès incontestable de la soirée au Cabaret indique de façon claire que le public montréalais attend anxieusement la sortie de cette revue innovatrice. À partir du mois de mars, le monde littéraire et la communauté gaie de Montréal auront une nouvelle voix.

dessein ne se réalise cependant pas sans aide extérieure. En tant qu'étudiants universitaires, les fondateurs ont bénéficié d'un soutien généreux de McGill. Ils sont aussi allés chercher des fonds chez une douzaine de commerces autour de Montréal, dont « Agora », « L'Optique St-Denis » et « L'Espace ». De nombreuses publicités ont été affichées un peu partout afin de bien rejoindre le public et d'attirer des écrivains potentiels.

Pour les intéressés :
L'adresse de *Flux* au Web est :
<http://www.total.net/~techni/flux.html>

Activités culturelles et communiqués

« Latin American Awareness Group », première réunion mardi le 28 janvier à 17 h 00. Salle 310 Shatner. Session d'information et d'échange sur les possibles projets pour cette session. Bienvenue à tous et toutes. Téléphone: 398-8178.

Catherine Tardif, interprète-chorégraphe. Projets de Danse-Cité à l'Agora de la Danse Contemporaine, 840 rue Cherrier. En spectacle jusqu'au 2 février. Billets étudiants 12\$. Information: 525-1500.

Bass Instincts, à la Salle Redpath. Groupe composé de Henri Bok à la clarinette basse, Lawrence Cherney au Hautbois basse, dans les œuvres de Mather, Cherney, Hambraes, Monk, Gershwin et autres. Dimanche, 2 février à 20 h. Entrée gratuite.

Ginger, les « ex-Grapes of Wrath » & the Snitches, au Club Soda. Le Samedi, 1er février à 20 h 30. Billets, 7,50 \$. Pour plus d'information: 270-7848.

Hommage à « The Doors », le jeudi 30 janvier avec Alive She Cried. Au Pub St. Paul, 124 St-Paul Est. Appeler le 874-0485.

Une Tache sur la lune, au Théâtre de Quat'Sous, du 27 janvier au 1er mars. Une pièce de Marie-Line Laplante avec une mise en scène de Martine Beaulne. Pour plus de renseignements: 845-7277.

Films Russes au Département d'études russes et slaves

Local 666, édifice Bronfman (6e étage), 16 h

- Mercredi 29 Janvier : « Jestok II Romans », une romance cruelle de E. Riazanov avec Nikita Mikhalkov, 1984.

- Mardi et Mercredi, 4,5 février : « Raba Lioubvi », (Slaves of Love), 1976. Par le réalisateur de « Soleil Trompeur », en russe avec sous-titres anglais.

- Jeudi, 6 février : « Sobatchie Serdtse » (Coeur de Chien), adaptation de la nouvelle de Boulgakov. En russe.

Venez en grand nombre, et restez après le film pour en parler.

suite de la page 2

RECEVOIR SON 40%

L'objectif de coopération en vue d'un intérêt collectif serait ainsi préservé et serait ramené à un niveau accessible pour l'individu. L'essentiel serait de faire réaliser que malgré les fonctions différentes, employés et dirigeants doivent former une équipe pour être plus compétitifs. Ainsi l'énergie gaspillée en conflits internes pourrait être réinvestie dans un processus de croissance beaucoup plus constructif. « Idéalement, on devrait

même envoyer un relevé personnalisé à chaque employé, lui indiquant l'état de sa compagnie et la valeur de l'action », ajoute le professeur Taylor.

Un tel changement de cap suppose une révision de nos valeurs. Le monde occidental, qui met de plus en plus l'emphase sur le court terme - voire le jetable - devra revoir ses positions si l'idée du partage des actions prend de l'ampleur. En effet, l'employé y

devient presque entrepreneur, avec tous les risques et les implications que la chose suppose. Sommes-nous prêts à un tel changement ? Seul le temps le dira. Entre-temps, force est de constater l'état pitoyable de notre économie et l'insatisfaction croissante des foules qui critiquent de plus en plus ouvertement un système qui les rend misérables.

Bien que la réponse soit loin d'être évidente, le problème, lui, est

clair : les grandes entreprises, menées par une poignée de personnes, font des profits faramineux sur le dos d'employés qui disparaissent dans l'anonymat de la masse. Si la solution marxiste a perdu des plumes depuis 1917, peut-être avons-nous dans la proposition d'un partage d'actions un compromis intéressant entre la réalité capitaliste et l'idéalisme communiste. Reste à savoir qui aura le courage politique de faire le premier pas...



Mardi
Le 3 mars, 1981
Vol. 70, No. 82
Montréal

Le McGill Daily

Il y a 16 ans . . .

À l'occasion de son vingtième anniversaire, le McGill Daily français vous propose chaque semaine un article provenant de ses archives

Apartheid : Nous devons faire plier le BoG

Moira Ambrose et Pierre Laliberté

Cette année encore, la question des liens entre l'université McGill et le régime sud-africain alimentera de toute évidence les conversations et la vie politique sur le campus. Il importe ici, pour les gens qui sont moins familiers avec le sujet, de dresser un bref aperçu de cette question.

Il y a quatre ans, des étudiant-es de l'université se réunissaient, sous l'égide du Conseil étudiant, afin de mettre sur pied un groupe de pression anti-apartheid (i.e. contre la discrimination raciale en Afrique du sud) sur le campus. La question revêtait d'autant plus d'importance que l'université donnait, à travers ses investissements dans de multiples compagnies et banques, un soutien indirect, mais réel au régime raciste de Prétoria.

Ce régime d'une minorité de Blancs, on le sait, impose à la majorité noire, indienne et métisse des conditions de vie dégradantes, qui ont suscité une condamnation internationale unanime.

L'opposition interne qui s'était manifesté de façon pacifique jusqu'en 1960, fut violemment réprimée et forcée à entrer dans la clandestinité ou à prendre le maquis. Cette opposition et les Nations-Unies ont réclamé un boycott culturel, politique et économique du régime, boycott qui n'a malheureusement été suivi que par une minorité de pays occidentaux (dont ne fait évidemment pas partie le Canada).

A travers le monde des milliers d'étudiant-es ont exigé que leur institution académique prenne position de façon concrète contre ce régime. Le groupe de McGill fait partie de ceux-là.

Mandaté officiellement par le Conseil étudiant, ce comité a pour objectif d'informer les étudiants sur le régime de l'apartheid et de faire pression sur le Conseil d'administration (plus communément appelé Board of Governors ou BoG) pour qu'il revoit sa politique d'investissement.

Depuis quatre ans des pétitions, référenda, manifestations, lignes de piquetage ont prouvé qu'une majorité d'étudiant-es condamnaient la politique d'indifférence de l'université en cette matière.

Au BoG, les réactions n'ont pas été d'un enthousiasme délirant... En dépit des belles déclarations de principe, des condamnations formelles, le BoG n'a jamais pris d'actions sérieuses pour remédier au problème. Pourquoi en est-il ainsi ?

Pour répondre à cette question, il convient de se pencher sur les fonctions et la nature du Conseil d'administration. Essentiellement, il constitue l'instance suprême en ce qui concerne toutes les questions financières de McGill.

C'est donc au BoG qu'incombe la tâche d'établir la politique d'investissement de l'université. Sa composition doit refléter en théorie tous les milieux de McGill et de la communauté montréalaise. Heureusement, pour cette dernière, elle n'est pas à l'image de notre Conseil d'administration qui est en pratique presqu'entièrement constitué d'anglophones mâles. Fait est de souligner qu'au sein de cet organe décisionnel, les étudiant-es ne sont pas représentés-es que par 4 membres sur 44. Par contre, le Conseil d'administration des McGill est celui qui compte le plus de gens d'affaires au Canada. Tout ceci n'est pas sans conséquences sur la nature des décisions qui sont prises au Conseil.

Ainsi, dans le cas de la campagne pour le désinvestissement menée par les étudiant-es, on a de toute évidence cherché à noyer l'affaire et à gagner du temps. Comment pourrait-il en être autrement quand pratiquement tous les membres du milieu des affaires qui siègent au Conseil ont des liens avec des compagnies investissant en Afrique du sud ?

Plus de sept de nos « gouverneurs » sont directeurs ou membres de l'exécutif d'une compagnie transigeant avec ce pays. Les plus éminents membres de ce club sélect sont sans aucun doute H. Hallward, directeur de la Banque du commerce, R. Frazee, président de la Banque Royale, C. Webster, directeur de la Banque de Montréal, D. Culver, président de l'Alcan, etc.

Il va sans dire que la question du désinvestissement les met virtuellement en conflit d'intérêts, et ils préfèrent qu'elle ne se pose pas.

Les manifestations de cette mauvaise volonté sont évidentes. Suite aux protestations étudiantes, un comité sur les responsabilités sociales et morales de l'université fut institué par le BoG pour étudier la question du désinvestissement. Quand, il y a un an et demi, ce comité remit son rapport, l'université se départit de ses actions dans deux compagnies pétrolières étrangères, Mobil Oil et Royal Dutch-Shell, mais ne toucha paradoxalement pas aux compagnies canadiennes tout aussi compromises que ces dernières.

Le comité démissionna alors en bloc. Sans doute avait-on compris l'impossibilité de faire plier les plus puissants businessmen du pays...

Il importe que les étudiant-es dénoncent cet état de fait et continuent de critiquer la politique du BoG.

C'est dans ce contexte que le Comité étudiant sur l'Afrique du Sud reprend ses activités. Ce que nous pouvons faire à McGill, c'est à la fois modeste et considérable.

Modeste parce que, de toute évidence, ce n'est pas nous qui renverserons le régime de l'apartheid ou qui empêcheront que des abus quotidiens soient commis contre les gens de couleur en Afrique du Sud.

Considérable, parce que notre indifférence nourrit l'oppression et le racisme, parce que la solidarité que nous manifestons est entendue par ceux et celles qui luttent. Aussi, changer la politique de McGill, c'est faire pression sur le milieu des affaires et ultimement sur le gouvernement canadien.

Il n'est que trop facile de déclarer que le racisme est une chose inacceptable, il faut encore poser les gestes nécessaires pour le combattre concrètement... Nous invitons toutes et tous à se joindre à nous ou tout au moins, à venir discuter avec le comité, aujourd'hui entre midi et 14h30 au local 425 du Union Building.

McGILL DAILY
ADVERTISING
398-6790

McGILL DAILY
ADVERTISING
398-6790

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant le publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.60 par jour, \$4.05 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$5.75 par jour, \$4.90 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour plus amples information, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. Veuillez VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

Emploi d'été 97 club natation et voile pour juin à août. Candidats(es) doivent être dynamique créatif bilingue. Situé au Lac St Louis Rive-Sud. Parvenir un résumé incluant photo, qualifications et expérience à Woodlands Recreation Assoc. 4 Maple Crest Ville de Lery Quebec.

Children's camp

In Laurentians requires counsellors, instructors for waterskiing, sailing, swimming, tennis, baseball, volleyball, soccer, arts & crafts, drama, music, disk jockey, registered nurse, food service. Fax resume & references to 485-1124 Tel. 485-1135.

TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success To All Students WordPerfect 5.1. Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 28 years experience. \$1.75/D.S.P. 7 Days/week. Campus / Peel / Sherbrooke. Paulette/Roxanne 288-9638/288-0016

Count on me... Save time. Text processing by reliable professional. Term papers, theses. Rapid service. \$1.50/pg double spaced Atwater/de Maisonneuve 935-9528

A V E N D R E

Stat Camera. Itek 540. Best offer. Call 398-6790/6791.

COURS / ÉDUCATION

Come and practice your French with Francophones. Bilingual Club Half and Half. Tel. 465-9128.

A V I S

 McGill NIGHTLINE 398-6246
Open-minded, non-judgemental, informative... and open into the wee hours of the night... call us 6pm -3am. Everyday. 398-6246 398-MAIN.

L O G E M E N T

5 1/2 propre, moderne, entièrement repeint, 2 chambres à coucher, boiseries naturelles, planchers de bois, proximité métro Verdun, magasins, pistes cyclables, secteur tranquille 480\$. 1-800-313-3233.

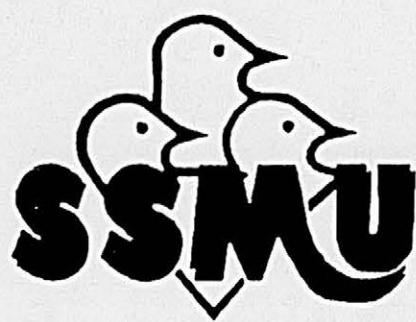
Bright, large downtown apartment to share with quiet, bookish student \$300 a month (everything included). Call Patricia or Pierre at 938-1453.

A I D E D E M A N D É E

Earn \$100-200/day Master School of Bartending—bartending & table service. Complete placement agency. Leaders in the hospitality industry for 15 yrs. McGill rate. 849-2828.

ATTENTION
MEMBERS OF THE
DAILY PUBLICATIONS
SOCIETY BOARD OF
DIRECTORS:

Meeting Friday
January 31st 1997
11:45 am
Shatner Building.
room TBA



Demande de Candidatures

LES COORDINATEURS DES ÉLECTIONS ACCEPTENT DES NOMINATIONS AUX POSTES SUIVANTS:

Note : La forme masculine utilisée dans ce texte désigne aussi bien les hommes que les femmes.

- A) Exécutif de l'Association étudiante de l'Université McGill
 - Président
 - Vice-Président, Affaires extérieures
 - Vice-Président, Affaires intérieures
 - Vice-Président, Affaires universitaires
 - Vice-Président, Finances

B) Sénateurs

- Arts (2)
- Droit
- Etudes religieuses
- Génie
- Gestion
- Médecine
- Médecine dentaire
- Musique
- Sciences
- Sciences de l'éducation

C) Représentant étudiant au Conseil des gouverneurs (1)

- D) Conseillers en recherche d'éthique financière (4)

E) Administrateurs de CKUT-MF (2)

Les étudiants diplômés peuvent également poser leurs candidatures aux conseils d'administration du GRIPQ et du *DA/LY*.

G) Administrateurs du GRIPQ (9)

H) Administrateurs du *DA/LY* (6)

Les formulaires de nomination à ce poste sont disponibles au bureau des affaires du *Daily*, 3480 McTavish, pièce B-07.

La documentation nécessaire sera disponible du 27 janvier 1997 à 9h00 au 12 février 1997 à 17h00 au bureau général de l'AÉUM qui est situé au 1er étage du Centre universitaire William Shatner, 3480 McTavish. Tous les formulaires de nomination doivent être reçus avant le 12 février 1997 à 17h00.

Toutes les pétitions référendaires dont l'initiative revient aux étudiants doivent être reçues au plus tard lundi, le 10 février 1997 à 17h00. Pour des renseignements plus complets, veuillez obtenir la documentation référendaire au bureau général de l'AÉUM.

Pour contacter le Directeur du scrutin ou les Coordinateurs des élections, téléphonez au 398.8222 ou télécopiez au 398.7490, ou faites parvenir un courrier-é à cro@stusoc.lan.mcgill.ca, ou laissez un message au bureau général de l'AÉUM.

Secrétaires des bureaux de vote EN DEMANDE pour les 3 & 11-13 mars <small>Les demandes d'emploi sont maintenant disponibles au bureau de l'Association étudiante.</small>

Engagez-vous!